



CHAPITRE 108

Loi concernant la Ville de Lebel-sur-Quévillon

[Sanctionnée le 9 mai 1968]

Préambule.

ATTENDU que la Ville de Lebel-sur-Quévillon a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée en corporation par la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 108;

Que la date de la première élection générale du maire et des échevins a été fixée par cette loi au premier lundi juridique de novembre 1968;

Que la très grande majorité de ses citoyens ne possède pas et ne possèdera pas pour plusieurs années à venir la qualification foncière requise par la Loi des cités et villes pour occuper la charge de maire ou d'échevin;

Qu'il est dans son intérêt et dans l'intérêt de ses contribuables que sa charte soit modifiée pour changer la qualification foncière requise pour l'exercice de la charge de maire et d'échevin;

Que son développement industriel et résidentiel, ainsi que ses services communautaires connexes, ont été ralentis par le retard dans la construction et la mise en opération de l'usine de pâte à papier et de l'usine de produits chimiques de Domtar Limited, qui constituent sa seule industrie et sa raison d'être;

Que les membres de son conseil ont acquis une expérience précieuse en administration municipale dans les conditions particulières d'éloignement de la ville;

Qu'il est dans son intérêt et dans l'intérêt de ses contribuables que les membres

CHAPTER 108

An Act respecting the Town of Lebel-sur-Quévillon

[Assented to 9th May 1968]

WHEREAS the Town of Lebel-sur-Quévillon has by its petition represented:

That it was incorporated by the act 13-14 Elizabeth II, chapter 108;

That by such act the first juridical Monday of November 1968 was fixed as the date of the first general election of the mayor and aldermen;

That a large majority of its citizens do not and for some years will not have the property qualifications required by the Cities and Towns Act to hold office as mayor or alderman;

That it is in its interest and that of its ratepayers that its charter be amended to change the property qualifications required to hold office as mayor and as alderman;

That its industrial and residential development, and related community services, have been retarded by a delay in the building and putting into operation of the pulp and paper mill and the chemical plant of Domtar Limited, which constitute the town's only industry and its reason for existence;

That the members of its council have gained valuable experience in municipal administration in the particular circumstances caused by the remoteness of the town;

That it is in its interest and that of its ratepayers that the members of its present

de son conseil actuel continuent l'oeuvre entreprise et mènent à son terme son développement original;

Qu'il est dans son intérêt et dans l'intérêt de ses contribuables que sa charte soit modifiée pour reporter au premier lundi juridique de novembre 1970 la première élection générale de son maire et de ses échevins;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à ces fins et qu'il y a lieu de faire droit à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 193, a. 124, remp. pour ville. **1.** À compter de la première élection générale, l'article 124 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la Ville de Lebel-sur-Quévillon, par le suivant:

Cens d'éligibilité. « **124.** Nul ne peut être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin à moins qu'il ne possède alors dans la municipalité et qu'il n'ait possédé sans interruption durant les douze mois précédents, à titre de propriétaire, en son propre nom, des biens-fonds inscrits au rôle d'évaluation.

Idem. En outre, nul ne peut être élu à la charge de maire ou d'échevin à moins qu'il ne continue de posséder jusqu'à la date de l'élection inclusivement le cens d'éligibilité prescrit par l'alinéa précédent.

Qualification requise. Nul ne peut occuper ou continuer d'occuper la charge de maire ou d'échevin s'il ne possède ou s'il cesse de posséder le cens d'éligibilité prescrit par le présent article. »

1965, c. 108, a. 21, remp. **2.** L'article 21 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 108, est remplacé par le suivant:

Première élection générale. « **21.** La première élection générale du maire et des échevins de la ville aura lieu le premier lundi juridique de novembre 1970. Jusqu'à cette élection, les paragraphes 1 et 2 de l'article 173 de ladite Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la ville.

Id., retardée. Cependant, sur requête d'au moins cinquante pour cent des électeurs municipaux, le ministre des affaires municipales

council continue the work begun and complete its initial development;

That it is in its interest and that of its ratepayers that its charter be amended to postpone the first general election of its mayor and aldermen to the first juridical Monday of November 1970;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purposes and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

R.S., c. 193, s. 124, replaced for town. **1.** From the first general election, section 124 of the Cities and Towns Act is replaced for the Town of Lebel-sur-Quévillon by the following:

Property qualification. " **124.** No one may be nominated for the office of mayor or alderman unless he possesses then in the municipality and has possessed uninterruptedly during the twelve preceding months, as owner, in his own name, real estate entered on the valuation roll.

Idem. Furthermore, no one may be elected to the office of mayor or alderman unless he continues to possess, until and including election day, the qualifications prescribed by the preceding paragraph.

Disqualification from office. No one may hold or continue to hold the office of mayor or of alderman if he does not possess or if he ceases to possess the qualifications set forth in this section."

1965, c. 108, s. 21, replaced. **2.** Section 21 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 108, is replaced by the following:

First general election. " **21.** The first general election of the mayor and aldermen of the town shall be held on the first juridical Monday of November 1970. Until such election, subsections 1 and 2 of section 173 of the said Cities and Towns Act shall not apply to the town.

Postponement. However, upon petition by at least fifty per cent of the municipal electors, the Minister of Municipal Affairs may

pales peut retarder cette élection jusqu'au premier lundi juridique de novembre 1972. ».

postpone such election to the first juridical Monday of November 1972."

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.